

Expérience, science et lutte contre la pauvreté (presque) quinze ans après - Esther Duflo (2022)

<https://www.youtube.com/watch?v=YBOKZ86VmGg&t=1052s>

Leçon inaugurale d'Esther DUFLO Prononcée le 24 novembre 2022

Esther Duflo est professeure du Collège de France et titulaire de la chaire Pauvreté et politiques publiques.

Les trente dernières années présentent un paradoxe étonnant : alors que les plus riches ont vu leurs fortunes se multiplier et leur part dans la distribution des revenus mondiaux devenir de plus en plus écrasante, les plus pauvres du monde, eux aussi, ont connu une période de progrès remarquable. Le nombre de personnes vivant dans une pauvreté extrême a été divisé par deux ; les mortalités infantile et maternelle ont également été divisées par deux ; presque tous les enfants du monde vont aujourd'hui à l'école ; des maladies comme le paludisme, ou VIH-SIDA, sont bien mieux maîtrisées. Ces avancées ne sont pas le fait de quelques pays exceptionnels ou d'une générosité inhabituelle des pays riches, mais de politiques plus raisonnées et plus efficaces dans de nombreuses parties du globe.

Retranscription automatique via le site <https://youtubetranscript.com>, attention, ne correspond pas automatiquement au prononcé

LECTURE INAUGURALE PAUVRETÉ ET POLITIQUE PUBLIQUE 24 NOVEMBRE 2022 AVEC LE SOUTIEN DE LA FONDATION COLLÈGE DE FRANCE

Il est rare d'entendre autant d'applaudissements avant même d'avoir commencé.

Bienvenue au Défenseur des droits, au Gouverneur de la Banque de France, Madame la Ministre, aux membres du cabinet du Président de la République et des cabinets ministériels... au directeur de cabinet de la maire de Paris... aux différents présidents, directeurs et responsables d'institutions... aux professeurs, et à vous tous qui êtes également présents. Mes chers collègues et amis, Mesdames et Messieurs, j'ai le grand plaisir de vous accueillir pour la toute première conférence d'Esther Duflo. Elle prend la présidence du Collège de France avec une conférence intitulée "Pauvreté et politiques publiques". En fait, il s'agit d'une... Je ne veux pas dire "répétition", mais sa deuxième conférence inaugurale au Collège de France.

En 2008 et 2009, elle a également occupé la chaire annuelle "Savoirs contre pauvreté". Beaucoup d'entre vous présents se souviendront certainement de ce moment. La lutte contre la pauvreté est une préoccupation constante dans les recherches d'Esther Duflo, comme vous pourrez le constater par vous-même dans un instant. Nous sommes tous d'accord pour dire que la pauvreté est un défi majeur pour l'humanité depuis les origines de la civilisation. Tout au long de l'Antiquité, de nombreuses tentatives ont été faites pour expliquer la pauvreté, comme dans les textes chinois, mésopotamiens, égyptiens et bien d'autres. L'accent est souvent mis sur la nécessité de... "sauver" les pauvres ou de "bannir" la pauvreté. Par exemple, dans un texte attribué à Confucius, on peut lire : "La pauvreté est une honte sous un bon gouvernement, mais la richesse est aussi une honte sous un mauvais gouvernement". Dans le livre du Deutéronome, dans la Bible hébraïque, on peut lire un sermon attribué à Moïse, dans lequel il parle de la volonté d'éliminer la pauvreté, tout en affirmant : "Les pauvres existeront toujours dans notre nation, c'est pourquoi je vous donne le commandement suivant : "Tu ouvriras ta main à ton frère, à ton indigent et à ton pauvre." Bien qu'il soit difficile, voire impossible, de donner une définition concise de la pauvreté, les dernières décennies ont été marquées par la volonté de la réduire. En effet, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a été divisé par deux, les taux de mortalité infantile et

maternelle ont également été considérablement réduits. Presque tous les enfants du monde vont désormais à l'école et des maladies comme le paludisme et le sida sont désormais mieux traitées. Ces progrès n'ont pas été réalisés par quelques pays ou grâce à la générosité exceptionnelle des nations riches, mais grâce à des politiques plus raisonnables et plus efficaces dans de nombreuses régions du monde. Toutefois, cette tendance positive est aujourd'hui menacée. La réduction de la pauvreté s'est ralentie ces dernières années. Les crises COVID et la crise économique qui s'en est suivie... ont plongé de nombreuses personnes dans une situation très précaire, à laquelle elles ne s'attendaient pas. Et les effets du réchauffement climatique, qui affecteront de manière très disproportionnée les nations les plus pauvres, risquent désormais d'effacer une grande partie des progrès durement acquis dans la lutte contre la pauvreté. A ce titre, le Collège de France doit contribuer à ce combat à travers les fondements de sa mission : la recherche et le partage des connaissances issues de cette recherche.

Nous sommes très heureux qu'Esther Duflo ait rejoint le Collège de France pour nous permettre de mieux comprendre la pauvreté, ses causes et ce que nous pouvons faire pour la réduire. Esther Duflo est diplômée en histoire et en économie de l'École normale supérieure de Paris. Elle a ensuite obtenu son doctorat au MIT en 1999, où elle a ensuite occupé divers postes d'enseignement et de recherche. Depuis 2005, elle enseigne la lutte contre la pauvreté et l'économie du développement au département d'économie du MIT. Ses recherches sont basées sur l'investigation et l'action. Elle a cofondé le J-PAL, un laboratoire d'action contre la pauvreté. Esther Duflo et ses collègues ont mené une enquête, entre autres en Inde, dans l'État du Tamil Nadu, où ils ont testé pendant six mois différentes méthodes pour mettre fin à l'isolement des personnes âgées. Son étude a révélé la nécessité de fournir une pension suffisante aux personnes âgées, tout en offrant des services psychothérapeutiques aux personnes souffrant d'isolement. Esther Duflo tente de comprendre le cycle de vie économique des pauvres, dans le but de concevoir et d'évaluer des politiques et des programmes sociaux. Elle a travaillé dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'inclusion financière, de l'environnement et de la gouvernance. En tant qu'économiste, Esther Duflo souhaite répondre à des questions concrètes en travaillant sur le terrain pour tenter de proposer des solutions basées sur des observations et surtout des tests. Ses recherches lui ont valu un nombre important de distinctions qu'il serait impossible d'énumérer ici. Je vais tout de même en citer quelques-unes : en 2019, le prix de la Banque de Suède en sciences économiques, décerné en l'honneur d'Alfred Nobel, qu'elle a remporté avec Abhijit Banerjee et Michael Kremer, le Golden Plate Award en 2022, le prix Princesse des Asturies en sciences sociales, le prix Angela et Shu Kai Chan en sciences sociales, le prix Infosys, le prix David N. Kershaw, la médaille John Bates Clark...

Je pourrais continuer pendant 30 minutes, alors je m'arrête là. Depuis 2021, Esther Duflo est Dame Commandante... Ou est-ce que c'est "Commandress" ? Non, je ne crois pas. De la Légion d'honneur. Elle a publié de nombreux ouvrages, dont les deux volumes de *Fighting Poverty*, publié au Seuil en 2010, et *Rethinking Poverty*, avec Abhijit Banerjee, en 2012, également publié au Seuil. En 2010, la version originale anglaise de leur livre *Good Economics for Hard Times* a remporté le *Deutscher Wirtschaftsbuchpreis* du meilleur livre de l'année en économie. Elle vient également de publier une série de livres illustrés pour les jeunes lecteurs, dans lesquels elle illustre de manière simple les questions et les défis économiques auxquels nous sommes actuellement confrontés.

Cette année, Esther Duflo proposera un cours intitulé "Lutte contre la pauvreté : de la science aux politiques publiques". Le cours débutera donc ce soir, avec cette première conférence inaugurale, "Expérience, science et lutte contre la pauvreté "près de 15 ans après". Nous sommes très impatients de vous entendre, Esther Duflo, et je vous laisse la parole.

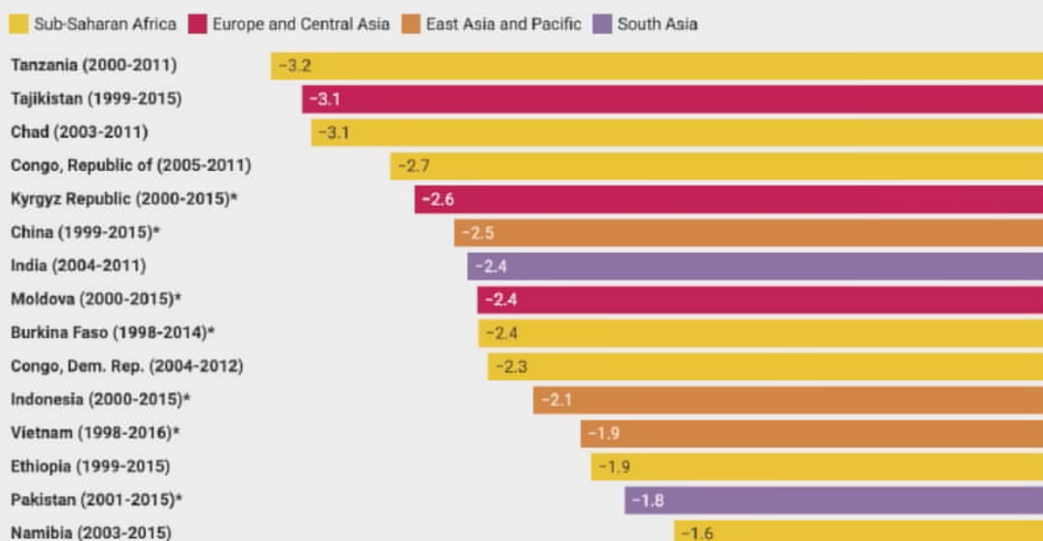
Bonjour, Monsieur l'Administrateur, chers collègues et amis. Bonjour à tous. Il y a presque 15 ans, vous m'avez fait l'honneur... exceptionnel... Moi qui n'étais alors qu'une jeune fille de 36 ans, de m'inviter dans ces couloirs pour donner ma première conférence inaugurale. J'ai saisi ce moment, cette chance... pour placer tous mes espoirs dans une sorte de science économique plus humaine et plus pragmatique, ainsi que dans des politiques

plus humaines et plus pragmatiques. Mon espoir était de dépasser... tous les obstacles, avec le désespoir, par exemple, d'une part que l'on peut ressentir face au problème de la pauvreté dans le monde, et, d'autre part, la grande facilité avec laquelle on accepte des solutions à l'emporte-pièce qui peuvent soi-disant résoudre tous nos problèmes en même temps. Mon espoir était de donner un coup de main à chacun, selon ses besoins, pour résoudre les problèmes concrets qui... sont associés à l'extrême pauvreté. À l'époque, j'avais mentionné... qu'une pierre angulaire du projet pourrait être constituée d'expériences aléatoires. Mais toutes ces expériences n'étaient évidemment qu'à leurs balbutiements. Mes projets venaient de démarrer et le J-PAL, dont vous avez déjà entendu parler, ne comptait qu'une centaine de projets actifs. L'idée que j'avais pour aujourd'hui, 15 ans plus tard, était donc de regarder en arrière et peut-être de tirer, non pas une conclusion, mais plutôt une idée de ce qui... Ce qui s'est passé depuis. Avons-nous progressé sur les questions liées à la pauvreté et, en particulier, en ce qui concerne les solutions... à la pauvreté ? Et bien sûr, pour ne pas tout mettre sur le compte de l'expérimentation, je voudrais m'interroger sur les rôles que cette méthode a effectivement joués tant dans la définition des problèmes économiques que dans les politiques économiques. Commençons par les bonnes nouvelles. Comme nous l'avons entendu plus tôt, les... Il est peut-être plus difficile de s'en rendre compte si l'on vit en France ou dans un pays occidental, mais la pauvreté a reculé dans le monde de manière très... significative et systématique.

La pauvreté a reculé

Where has extreme poverty declined the most?

Average of total extreme poverty percentage points change over the circa year 2000-15 (start year - end year), top 15 countries.



* indicates data is not fully comparable between the start and end year

Source: World Bank PovcalNet

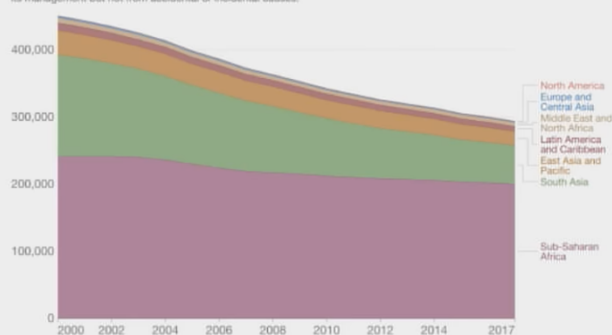
Entre 2010 et 2019, elle a été divisée par deux en ce qui concerne les personnes en situation d'extrême pauvreté, c'est-à-dire le nombre de personnes qui vivent avec moins de deux dollars par jour et par personne. Ce chiffre est passé de 15 % à 8 %. Et en fait, contrairement à ce que l'on croit, cette réduction de la pauvreté n'est pas seulement due à la croissance rapide de la Chine et de l'Inde, qui ont des populations énormes et de nombreuses personnes qui sont sorties de la pauvreté. En fait, si vous regardez ce graphique, vous verrez qu'en termes de points de pourcentage, les plus fortes réductions de la pauvreté ont eu lieu dans des pays de tous les continents et dans des pays que l'on n'imaginerait pas comme des vainqueurs de la lutte contre la pauvreté, tels que la Tanzanie, où... nous avons vu des progrès très rapides... ainsi que la République démocratique du Congo... le Pakistan, la République du Kirghizstan, par exemple. Les pays sont répartis sur... presque tous les continents, et pas seulement en Europe, où les gens sont beaucoup plus riches. Cette réduction de l'extrême pauvreté n'est donc pas seulement une victoire due à la croissance rapide de la Chine.

Vous vous dites peut-être que c'est bien beau, mais que ce triomphe est un peu limité. "Les gens ne gagnent "qu'un peu plus de deux dollars par jour, après avoir gagné un peu moins, "puisque deux dollars représentent si peu pour nous, "que quelques centimes... de notre prospérité commune "suffiraient à faire passer... beaucoup de gens au-dessus de ce seuil." En fait, même si ce seuil est dérivé de prix fixes, ce qui signifie qu'il tient également compte de la hausse des prix... Une personne qui vit avec seulement deux dollars par jour peut-elle mener une vie décente ? Alors, cette diminution rapide de... l'extrême pauvreté n'est-elle pas simplement le résultat d'un seuil qui a été fixé... qui est inacceptablement bas ? La meilleure façon de répondre à cette question est de se concentrer non seulement sur la pauvreté économique, en termes de consommation ou de revenu, mais aussi sur la qualité de vie des plus pauvres. Et il est évident qu'une très grande partie de la qualité de vie consiste à être en vie. Ce progrès comme vous l'avez entendu dans l'introduction, des progrès rapides ont également été réalisés dans ce domaine, le taux de mortalité des nourrissons et des mères ayant diminué de moitié depuis 1990.

Mortalité maternelle et infantile

Number of maternal deaths by region, 2000 to 2017

A maternal death refers to the death of a woman while pregnant or within 42 days of termination of pregnancy, irrespective of the duration and site of the pregnancy, from any cause related to or aggravated by the pregnancy or its management but not from accidental or incidental causes.

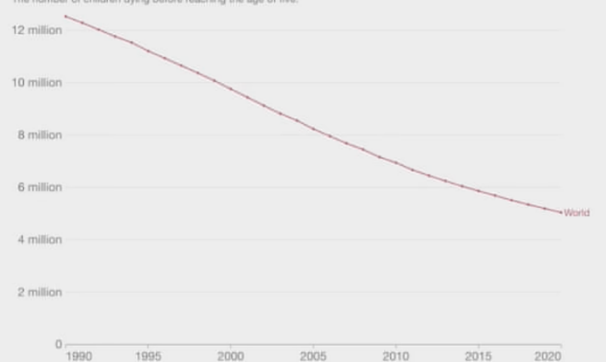


Source: World Health Organization (via World Bank)

OurWorldInData.org/maternal-mortality • CC BY

Number of child deaths

The number of children dying before reaching the age of five.



Source: UN Inter-agency Group for Child Mortality Estimation (via World Bank)

OurWorldInData.org/child-mortality • CC BY

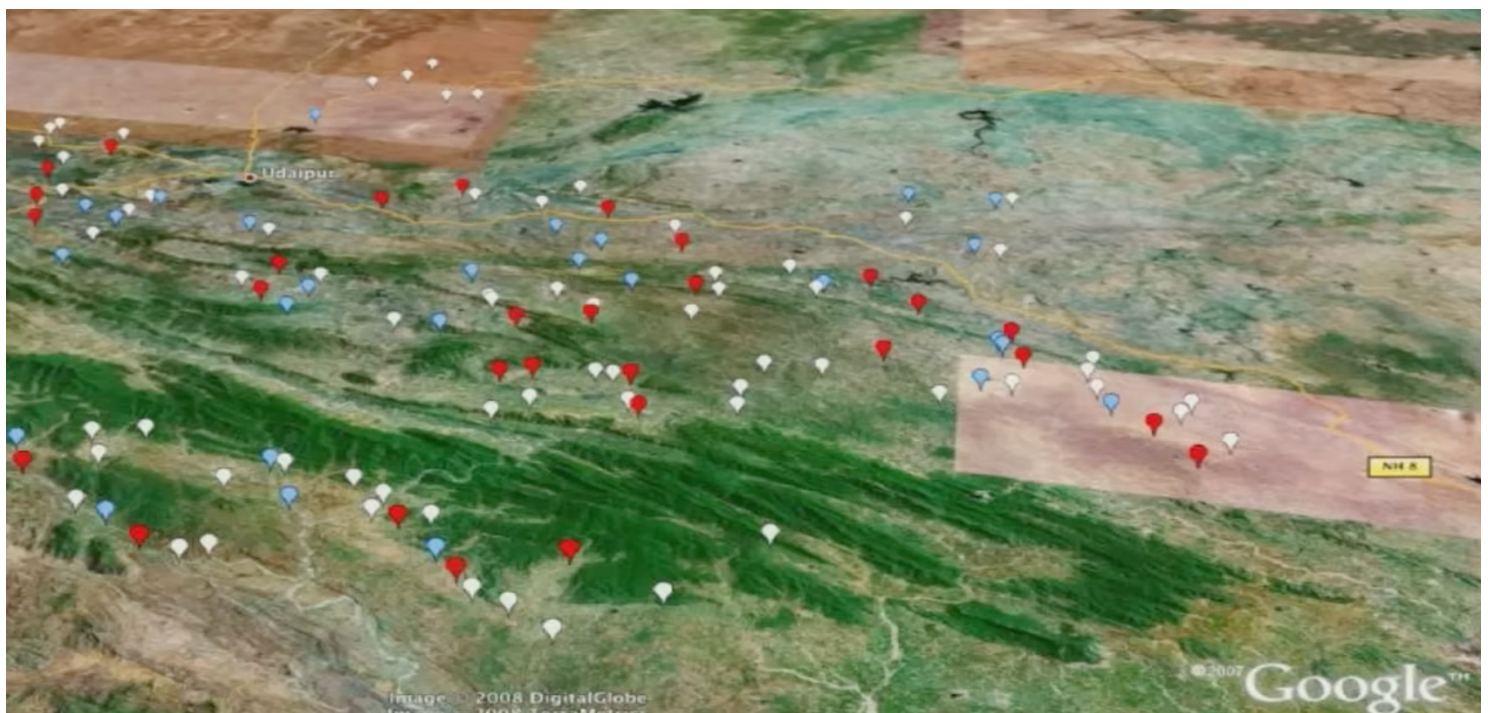
- ▶ Les pays qui ont le plus réduit la mortalité maternelle ou infantile depuis 2000 : Biélorussie, Bangladesh, Cambodge, Kazakhstan, Malawi, Maroc, Mongolie, Rwanda, Timor Oriental et Zambie.

Une fois encore, le phénomène de réduction des taux de mortalité ne s'est pas produit uniquement dans les pays où la croissance a été la plus rapide, mais également dans les pays qui n'ont pas connu de croissance économique ou qui en ont connu très peu, comme le Malawi, par exemple... qui, malgré cela, a tout de même enregistré certains des progrès les plus rapides. Globalement, en termes de points de pourcentage, c'est en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud que les progrès ont été les plus rapides. D'où viennent donc ces progrès ? En partie je crois, de l'avancée du pragmatisme tant au niveau des gouvernements des pays en développement qu'au sein de la communauté internationale, qui ont réussi à s'éloigner du consensus de Washington, axé sur l'importance de la croissance économique, de la réduction des déficits et ainsi de suite, sur les indicateurs macroéconomiques, qui sont basés sur une certaine discipline fiscale, vers une définition plus large de la réussite économique et politique d'un pays dans son ensemble, qui intègre les huit objectifs du millénaire, ainsi que les objectifs de développement durable, qui comprennent l'éducation, la santé, l'enseignement, le respect des femmes, etc.

Ces objectifs du millénaire, ainsi que les objectifs de développement durable, ont permis d'attirer l'attention des décideurs politiques sur des objectifs beaucoup plus concrets, spécifiques et réalisables qu'auparavant. Le résultat est qu'il y a eu beaucoup moins de manichéisme, comme avant, quand il y avait cette sorte d'opposition avec la croissance illimitée ou l'aide étrangère comme réponse à tous les problèmes, quand l'acte de renverser le capitalisme était présenté comme la seule façon de résoudre tous les problèmes. En gros, toutes sortes de

solutions à l'emporte-pièce. Il y a bien sûr des exceptions comme le Venezuela, par exemple, qui a agi selon son idéologie, sans grand succès du point de vue du développement humain. Cela a eu deux avantages. D'abord, comme le disait la génération de mes parents en 1968, parce que personne ne "tombe amoureux" des taux de croissance. La croissance économique, en soi, n'a donc aucun avantage. Seulement dans le sens où elle conduit, ou peut conduire, à une augmentation globale du bien-être général, alors que la réduction des taux de mortalité infantile, par contre, est précisément le type d'objectif dont nous pouvons "tomber amoureux". L'autre avantage est que les questions bien formulées appellent des réponses beaucoup plus précises. En 2009 déjà, j'avais évoqué le fait que les analyses statistiques des performances de différents pays ne nous aidaient pas à discerner les facteurs et les politiques qu'un pays pouvait mettre en œuvre pour assurer à coup sûr sa croissance économique. Plusieurs pays, comme la Chine et la Corée, ont connu des trajectoires tout à fait différentes, difficilement transposables à d'autres pays. Cependant, nous disposons aujourd'hui de connaissances de plus en plus solides sur les moyens efficaces de vacciner les enfants, de prévenir les décès maternels, de veiller à ce que les enfants aillent à l'école et peut-être même d'apprendre quelque chose pendant qu'ils y sont. Cette concentration sur des objectifs concrets a permis de progresser dans des domaines où il n'a jamais été facile d'expliquer aux pays africains comment progresser dans leur croissance, par exemple.

Nos expérimentations ont joué un rôle dans la création de cette boîte à outils, qui existe désormais et est à la disposition des pays et des gouvernements qui souhaitent la mettre en œuvre et l'utiliser. Un petit rappel sur ce qu'est une expérience basée sur des illustrations géographiques. Voici le district d'Udaipur, au Rajasthan, où s'est déroulée l'une de nos expériences... il y a plusieurs années.



Afin de mener une expérience aléatoire, les villages sont également choisis au hasard. Les villages marqués en blanc n'ont connu aucun changement par rapport au statu quo. Cette expérience portait sur la vaccination des enfants. Les villages marqués en bleu ont vu leur infrastructure vaccinale s'améliorer. Les villages marqués en rouge sont également des endroits où les parents ont été incités d'une manière ou d'une autre à emmener leurs enfants... se faire vacciner. Et donc, comme le choix était complètement aléatoire, les points sont en quelque sorte dispersés sur la carte, mais surtout il n'y a pas de place pour penser qu'il pourrait y avoir des différences systématiques entre les villages avant et pendant l'expérience, sauf celles dues aux différentes interventions mises en œuvre dans chaque village.

C'est le principe de base d'une expérience randomisée. Dans ma conférence de 2009, j'avais mentionné Roosevelt pour souligner la forte demande d'expériences, que nous avons besoin d'expériences, que tout le monde en voulait, mais pour être tout à fait honnête il n'était pas encore très clair que ce besoin était aussi répandu qu'il l'est aujourd'hui. Le J-PAL existait déjà à l'époque, sans une centaine de projets, mais, comme

vous pouvez le constater, sur cette centaine de projets, seuls huit d'entre eux, à notre connaissance, ont eu un impact suffisant pour être adoptés sous la forme de politiques. Au total, ils ont touché 23 millions de personnes dans le monde. C'est beaucoup, mais ce n'est pas beaucoup pour l'ensemble du globe. Mais c'était un début.

À l'époque, il y avait également un certain scepticisme évoqué par certaines personnes, comme Lant Pritchett, Bill Easterly, quant à l'existence d'une demande d'expériences et à l'intérêt que les résultats pourraient susciter. L'idée était que les contraintes politiques sont trop fortes, que certains programmes sont très importants pour certains décideurs politiques et qu'ils ne se soucient pas de savoir s'ils fonctionnent ou non. Ils ne peuvent être tenus pour responsables qu'en cas d'échec, d'autant plus que la plupart des choses ne se déroulent pas comme nous le souhaiterions. Alors, est-ce vrai ? Les 15 dernières années nous ont-elles montré que c'était le cas ?

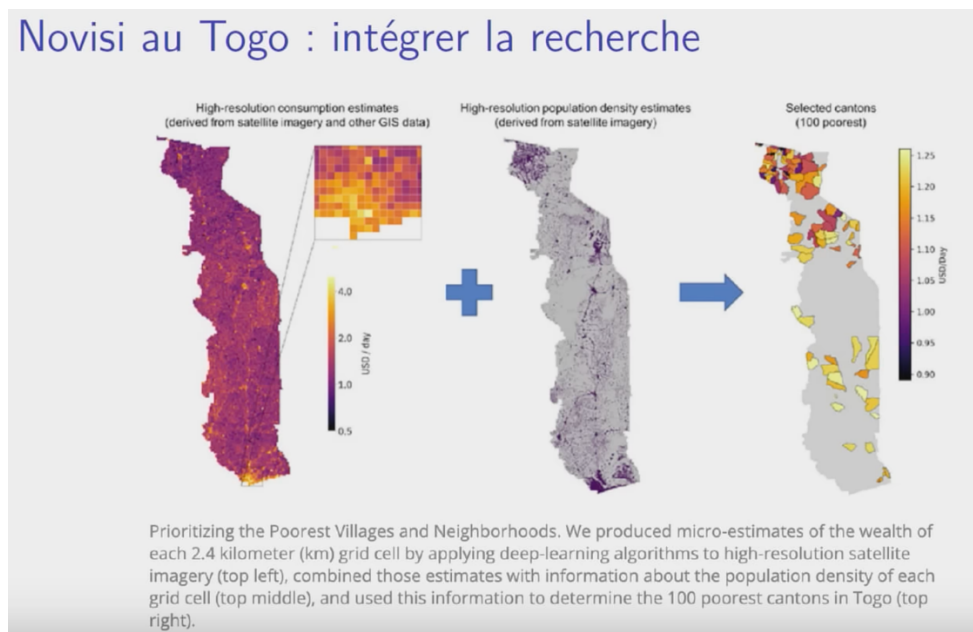
Il y a eu une expérience très intéressante dans laquelle les décideurs étaient en fait les participants. Elle a été menée au Brésil par une équipe de chercheurs qui avait assisté à la conférence nationale des maires, à laquelle participaient 1 500 maires. Au Brésil, les maires contrôlent des régions beaucoup plus vastes que ce que l'on pourrait imaginer. Les 1 500 maires du Brésil se sont donc réunis et ont participé à deux expériences. La première était plutôt une expérience de pensée. On leur a demandé s'ils étaient prêts à renoncer à une partie de leur rémunération pour leur participation à la conférence en échange de données expérimentales sur la petite enfance. Il y a eu plusieurs variations sur les types de résultats disponibles en échange de leur contribution. Première réponse : Les maires étaient très enthousiastes à l'idée de recevoir l'information, et ont même fait preuve d'un certain raffinement, puisqu'ils préféraient les expériences aléatoires aux diverses données. Ils préféraient de grands échantillons à des échantillons beaucoup plus petits, et ils préféraient des endroits proches du Brésil. Ils ont donc fait preuve d'une certaine sophistication dans leur demande d'information. C'est la première chose, et c'est un très bon résultat. Dans une autre expérience, au cours d'une session spéciale, les maires ont été informés. Leurs équipes leur ont présenté des expériences pour les aider à collecter plus d'argent auprès de leurs administrés en envoyant des lettres de relance. Près de deux ans plus tard, ils ont rencontré à nouveau les maires qui avaient participé à la session et d'autres qui n'y avaient pas participé, et ceux qui avaient participé avaient utilisé les résultats de manière très efficace à s'y intéresser et à y donner suite.

J'essaie généralement d'éviter de parler de mon expérience personnelle, mais cette étude faisait vraiment écho à une étude sur laquelle j'ai travaillé pendant la crise de COVID. Au début de la crise, j'ai reçu un appel de M. Shegun Bakari, conseiller du président du Togo, que je ne connaissais pas, et il m'a dit : "Écoutez...". "J'ai besoin de tes conseils.

Nous voulons lancer un programme de soutien... "pour les gens qui vivent dans les zones... que nous devons mettre en quarantaine. "Mon idée serait de distribuer des colis alimentaires. "Qu'en pensez-vous ?" Je lui ai dit que ce n'était pas une bonne idée, car une douzaine d'études montrent que, pour la même somme, on peut donner de l'argent directement aux familles, plutôt que de leur donner des paquets de nourriture. C'est beaucoup plus facile, il y a beaucoup moins de problèmes logistiques.

Les questions logistiques pendant le COVID pourraient devenir très problématiques. Et l'effet global sur la nutrition s'avère être le même. Il a écouté très attentivement et a rappelé quelques jours plus tard : "D'accord, nous allons faire ce que vous avez dit. "Alors... comment on fait ?" La deuxième question était : "Avez-vous..." Au fil de la conversation, j'ai appris qu'ils avaient déjà mis en place un système de paiement électronique par téléphone. J'ai suggéré que nous utilisions cette technique et ils ont mis au point leur programme en trois semaines. Ils ont convaincu toutes les compagnies de téléphone de s'inscrire à la plate-forme et ils ont lancé leur programme. Puis c'est la première chose qu'il m'a dite, en fait. En discutant avec lui, j'ai découvert que les données existaient, j'ai donc pu lui donner une réponse claire à sa question et il a fini par l'utiliser. En outre, de nombreuses données indiquaient déjà que l'argent était une bonne idée et que les portefeuilles électroniques fonctionnaient très bien. Mais il y avait une question à laquelle je n'ai pas pu répondre, à savoir comment identifier les personnes les plus vulnérables, sans registres de population identifiées comme pauvres. Je les ai mis en contact avec une équipe de Berkeley et IPA en capacité de les aider à cibler ces populations (ci-dessous).

Novisi au Togo : intégrer la recherche

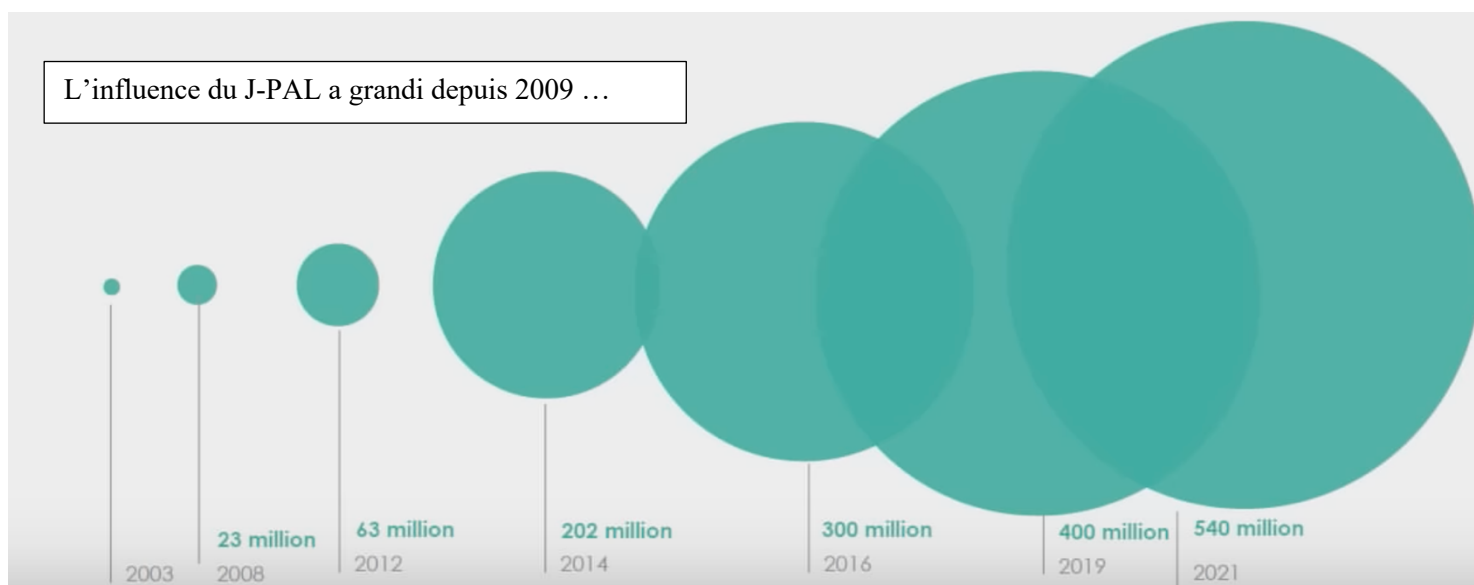


Croisement des données satellites pour identifier les cantons les plus pauvres avec les données individuelles d'usage des smartphone (moins de 1,25 dollar par jour).

Ce système d'identification et de ciblage a été comparé aux résultats des données sur la base des professions des familles issues d'un précédent recensement, pour en analyser l'efficacité. Donc, l'expérience m'a rassuré, je dirais, en ce qui concerne ces personnes que je ne connaissais pas du tout. Cela nous donne la possibilité d'écouter les résultats expérimentaux et d'établir ensuite un plan, même dans un moment de tension, comme la crise du COVID.

L'INFLUENCE DU J-PAL DEPUIS 2009

En résumé, nous pouvons dire que nous pouvons mesurer l'influence des expériences simplement en regardant le nombre de personnes affectées de manière indirecte par les résultats de l'expérience. Et ce que nous faisons au J-PAL, c'est que nous essayons de suivre ce qui se passe avec les expériences qui ont pris de l'ampleur, afin de voir combien de personnes sont affectées pas directement par nous, mais indirectement, par le gouvernement.



Et aujourd'hui, nous en sommes à... Il y avait 23 millions de personnes en 2008, et nous en sommes à 540 millions aujourd'hui.

Pour un autre calcul a été effectué par Michael Kremer, qui a calculé les rendements sociaux du Development

Innovation Ventures Fund, un fonds créé par l'Agence américaine pour le développement international. Le portefeuille des 40 premières évaluations qu'ils ont menées leur a coûté 19 millions de dollars. Ensuite, ils ont calculé le rendement social des évaluations étendues et ils ont découvert un bénéfice de plus de 86 millions de dollars, simplement en se concentrant sur quelques évaluations. Si l'on prend ces 86 millions de dollars, gagnés sur quatre projets seulement, et que l'on examine le coût total du portefeuille, on constate que le niveau de rendement social est de 77 %, ce qui dépasse de loin la performance globale des marchés.

Pour vous donner un exemple, j'aimerais revenir sur un exemple que j'avais cité lors de ma conférence inaugurale en 2009. J'avais mentionné le travail de Pascaline Dupas, qui a mis en lumière le débat autour de la question suivante : "Les gens doivent-ils payer pour les moustiquaires ? Faut-il payer les moustiquaires qui protègent du paludisme ou les recevoir gratuitement ? D'une part, si on les distribue gratuitement, elles seront plus largement diffusées, mais d'autre part, on craint que les gens utilisent mal l'objet qu'ils ont reçu gratuitement, car ils n'ont aucune idée de sa valeur. Pour le savoir, elle a fait varier le coût des moustiquaires entre zéro et une subvention de 50% du prix global. Les résultats sont très clairs. Tout d'abord, lorsque les gens doivent acheter une moustiquaire, ils sont moins nombreux à le faire, mais si les gens ont effectivement une moustiquaire à la maison, ils l'utilisent aussi bien s'ils l'ont reçue gratuitement que s'ils l'ont payée.

D'où les effets très clairs de ce type d'études, qui ont poussé à la mise en place de moustiquaires en libre accès. Je voulais parler. Pour ceux d'entre vous qui ont manqué la première partie, ce dont je voulais parler avec vous aujourd'hui, c'est de ce qui s'est passé après cette étude. Les articles de Dupas ont été préparés et débattus, copiés et ainsi de suite, et ils ont fini par constituer un argument très convaincant.

Ce qu'il s'est passé par la suite

- ▶ Les articles de Dupas sont lus et débattus.
- ▶ Ils finissent par emporter les convictions, et la distribution massive et gratuite devient un objectif commun.
- ▶ En 2008, naissance du partenariat Roll Back Malaria (500 partenaires privés, publics, internationaux) qui lance une campagne de distribution massive de moustiquaires, visant une couverture universelle.
- ▶ En 2019, l'OMS estimait que 68% des ménages africains avaient au moins une moustiquaire imprégnée (contre environ 5% en 2000).
- ▶ Un article paru dans *Nature* estime qu'un déclin de 450 millions de cas de malaras est attribuable à la diffusion des moustiquaires.

C'est ainsi que la distribution généralisée de moustiquaires gratuites est devenue un objectif commun dans les méthodes de lutte contre le paludisme. Le partenariat Roll Back Malaria, en particulier, a vu le jour en avril 2008, avec 500 partenaires publics, privés et internationaux. Il a lancé une campagne de distribution massive de moustiquaires, avec pour objectif la couverture universelle en moustiquaires. La couverture universelle n'a pas été exactement obtenue, mais en 2019, juste avant la crise du COVID, l'OMS estimait que 68% des ménages africains disposaient d'au moins une moustiquaire imprégnée, contre 5% en 2000. Il y a donc eu cette distribution massive de moustiquaires. Un article a ensuite été publié dans *Nature*, comparant des régions très petites, définies, en termes de couverture en moustiquaires, et estimant que 450 millions de cas de paludisme avaient été évités grâce à la distribution de ces moustiquaires. Alors Bill Easterly, qui préconisait de faire payer les moustiquaires, a fini par admettre sa défaite sur ce seul point, dans un élan de magnanimité : il a illustré son tweet avec un graphique montrant la baisse des cas de paludisme dans toutes les régions.

Cela dit, cet exemple est un peu trompeur, parce qu'il est trop simple, trop parfait, trop direct. Il va directement des résultats à la conviction d'un grand nombre de personnes, avec quelques répliques entre les deux, mais en fait pas tant que ça. Il y a donc un impact massif à partir de quelques études seulement. C'est vraiment

l'idéal. Vous menez une expérience bien contrôlée, vous analysez les résultats, vous rédigez un beau résumé, vous l'envoyez partout, et une adoption à grande échelle s'ensuit.

C'est le plan que j'avais en tête en 2009, dont je pensais qu'il prendrait le monde d'assaut. Mais ce plan a été critiqué, par exemple, avec des commentaires sur le fait **qu'une expérience bien contrôlée ne peut pas être reproduite à l'identique. Tout change à plus grande échelle.** Les hommes et les femmes qui mènent les répliques ultérieures peuvent ne pas faire preuve de la même énergie que les personnes initiales qui se sont vraiment senties investies dans le projet. Il peut y avoir des problèmes d'équilibre : Si quelques personnes vont à l'école, cela fonctionne, mais si tout le monde va à l'école, à la fin, les valeurs de compétence commencent à s'effondrer. Toute une série de critiques que l'on pourrait formuler si ce plan était effectivement le modèle.

Mais, en fin de compte, ce n'est pas du tout comme cela que l'influence se transmet. Un modèle aussi simpliste n'est pas ce qui se passe dans la réalité. Ainsi, les 540 millions de vies qui ont été affectées ne l'ont généralement pas été en suivant un schéma aussi simple. **Je vais vous parler de trois moyens que nous pouvons utiliser pour passer du stade de la recherche à celui de la mise en œuvre à grande échelle.**

- ▶ L'économiste peintre pointilliste
- ▶ Le passage à l'échelle
- ▶ L'économiste plombier

La première, je l'appelle le "peintre- économiste pointilliste", suivie de la question de l'expérimentation à plus grande échelle, puis du "plombier- économiste". Commençons par ce que j'appelle le "pointilliste-économiste". Pour ceux qui ne savent pas ce qu'est la peinture pointilliste, il s'agit d'un tableau de Georges Seurat. Il l'a peinte en utilisant des points. La peinture a été réalisée point par point, mais lorsque vous voyez tous les points, vous commencez à mieux voir l'image, ou le sujet, par exemple, en voyant l'île de la Jatte ici et tous les gens qui pique-niquent.

Je considère les expériences aléatoires de la même manière : Chacune d'entre elles nous fournit un nouveau point. Lorsqu'ils se trouvent dans la même zone, nous obtenons une bonne compréhension d'une zone ou d'un problème. Par exemple, pourquoi les enfants ont-ils du mal à apprendre à l'école ? Pourquoi les enfants ont-ils des difficultés à apprendre à l'école ? On peut faire toute une série d'expériences sur l'éducation et, avec le temps, on peut... Nous allons obtenir tous ces points, des points différents, étalés, mélangés à d'autres couleurs, et... ce faisant, **nous pouvons mieux comprendre un ensemble de problèmes et les différentes façons dont ils sont exprimés.**

Un exemple de la façon de multiplier les points pour mieux comprendre un problème en le faisant dans une petite zone de ce tableau serait d'examiner le microcrédit.

Microcrédit

- ▶ Encensé dans les années, 2000, le microcrédit est passé rapidement de la position de solution miracle à celle de danger pour les pauvres.
- ▶ Qu'en est-il ?
- ▶ Les premières évaluations étaient mitigées, mais peu de retentissement.
- ▶ Sept évaluations publiées ensemble ont changé le discours.

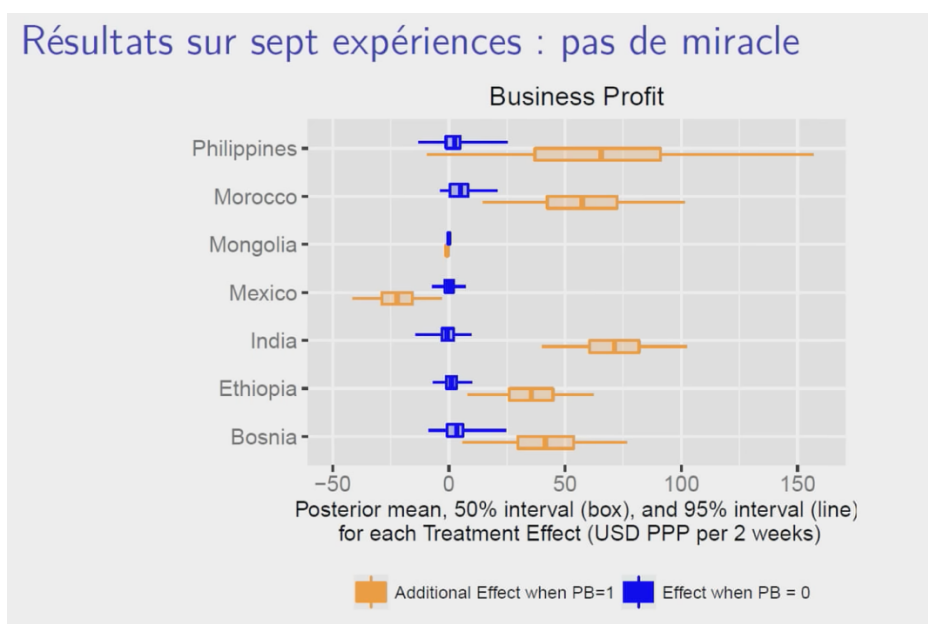
D'abord salué en 2000, le microcrédit est rapidement passé du statut de solution miracle à celui de danger pour les pauvres. En l'espace de deux ans peut-être, on est passé de Muhammad Yunus recevant le prix Nobel à des documentaires qui accusent aujourd'hui les microcrédits de pousser les gens au suicide sans qu'aucune donnée ne permette de clarifier l'une ou l'autre position.

Alors, quelle est la situation réelle ? Eh bien on ne peut pas vraiment le savoir après une seule expérience. **Les contextes sont extrêmement différents, les programmes aussi**, donc les premières évaluations qui ont été faites ont eu très peu d'impact, d'abord parce que les résultats étaient assez mitigés et aussi parce qu'il était trop facile de dire : "Bon, les résultats sont mitigés, à cause de...". L'une des toutes premières expériences auxquelles j'ai participé s'est déroulée en Inde. Dans l'État de l'Andhra Pradesh, berceau du microcrédit, cela semblait naturel. Il y avait beaucoup d'institutions, donc c'était saturé.

Mais **les expériences se sont multipliées au fil du temps**, et au bout d'un certain temps, il y en a eu sept dans différentes régions, **menées par différentes équipes suivant différents modèles économiques**. Ces sept expériences nous ont fourni quelques résultats intéressants.

Le premier est qu'en moyenne, dans tous les pays, le microcrédit est décevant. Il ne conduit pas à une augmentation des revenus, ni à une augmentation de la consommation dans les villages. Donc, en moyenne, pour la personne moyenne, le microcrédit n'est en aucun cas un moyen de sortir de la pauvreté.

Cependant, une autre leçon est que, pour les personnes qui avaient déjà fait preuve d'esprit d'entreprise, c'est-à-dire qui avaient déjà une entreprise auparavant, nous pouvons voir des résultats plus solides.



Ces résultats figurent tous sur le même graphique, puisqu'ils ont été publiés en même temps dans un seul magazine, et ont été examinés par Rachael Meager, une jeune statisticienne et économiste, qui a commencé à se poser des questions : Ces études peuvent-elles nous montrer qu'un seul point sur le graphique, un point dans l'ensemble du tableau peut nous en dire beaucoup, voire quelque chose, sur le point qui se trouve à côté ? Est-ce ces études veulent-elles nous transmettre des messages différents, ou toutes ces études nous enseignent-elles en fait la même leçon ?

Dans ce cas, en ce qui concerne le microcrédit, nous pouvons observer une très forte uniformité entre les résultats. Il s'agit donc d'une conclusion solide et très robuste qui pourrait certainement être appliquée à la

prochaine étude : Le microcrédit est une option décevante pour la plupart des gens.

Ainsi, à la suite de ces sept expériences et de l'analyse conjointe, le mouvement du microcrédit a été contraint, d'une certaine manière, d'examiner ces leçons, et le débat est alors passé de "Est-ce que ça marche ou pas ? Est-il bon ou mauvais ?" à "Comment le microcrédit peut-il être transformé en un outil plus utile ?" Soit en concentrant sur ceux qui ont fait preuve d'esprit d'entreprise, si c'est ce que nous voulons, soit en offrant aux clients d'autres services financiers dont ils pourraient avoir besoin plus qu'un prêt, comme un compte d'épargne, une assurance, et ainsi de suite.

Au bout d'un certain temps, une fois que l'on dispose de suffisamment d'informations pour définir clairement au moins une partie de l'image globale, on peut commencer à étaler davantage, voire à utiliser un vert plus clair pour présenter... Même pour le mouvement du microcrédit, on pourrait passer du "tout ou rien" à une approche plus pragmatique sur la manière d'améliorer les produits.

Deuxièmement, la première série d'expériences que j'ai menées, ainsi que celles que j'ai présentées en 2009, tendaient à être des expériences relativement plus petites. "Relativement", parce qu'elles étaient très importantes par rapport aux essais cliniques de médicaments, mais elles ne concernaient que quelques centaines d'écoles et de villages.

Mais lorsque le champ d'application de l'expérience a été élargi, beaucoup de choses ne se sont pas déroulées de la même manière que dans l'expérience originale.

Les difficultés du passage à l'échelle

- ▶ Quand un programme passe à l'échelle, beaucoup de choses ne se déroulent pas comme dans l'expérience originale :
 - ▶ Fidélité au programme de base,
 - ▶ Effet d'équilibre,
 - ▶ Economie politique,
 - ▶ etc.
- ▶ Tout cela nécessite souvent une évaluation à l'échelle qui donne parfois des résultats étonnants.

Tout d'abord, il n'y a pas lorsque l'on passe d'une expérience pilote à une expérience au niveau politique, il n'y a pas de fidélité totale au programme initial. Il peut y avoir des effets d'équilibre, comme je l'ai mentionné plus tôt, ou l'économie politique peut faire tomber l'ensemble du programme à plus grande échelle ou lui faire prendre une dynamique qu'il n'avait pas auparavant. Nous ne pouvons pas répondre à ces questions par une réflexion abstraite. Si notre question est "Comment ce programme, qui semble prometteur à petite échelle, se comporterait-il s'il était étendu à l'échelle de la France", alors nous devons élargir l'expérience à toute la France.

Tout cela nécessite une évaluation au niveau du champ d'application, qui peut parfois conduire à des résultats différents. Je n'ai pas beaucoup de temps, donc je ne vais pas énumérer des exemples de ces techniques en détail, mais une expérience que j'ai menée avec Bruno Crépon et d'autres, et l'Agence française pour l'emploi a révélé, par exemple, que les prestations servies aux jeunes chômeurs dans des situations extrêmes et qui sont au chômage depuis longtemps, semblent être bénéfiques à chacun de ces jeunes, par rapport à des jeunes qui n'ont reçu aucune aide. Mais, si on compare tout, et si on élargit le champ de l'expérience, est-ce qu'on vole Pierre pour payer Paul ? Ou bien tout le monde progresse-t-il ?

Malheureusement, ce que cette expérience nous a montré, c'est que c'est en fait le premier résultat, c'est-à-dire que les gains observés quand on compare un jeune qui reçoit des aides et un autre qui n'en reçoit pas sont

surtout dus aux effets du passage d'un emploi d'une personne à l'autre surtout en période de crise.

Ce n'est qu'un exemple, et il y en a plusieurs autres. Ben Olken et Rema Hanna travaillent en étroite collaboration avec le gouvernement indonésien pour évaluer un grand nombre de leurs projets à plus grande échelle, avant même qu'ils ne soient mis en œuvre.

Nous avons travaillé avec divers gouvernements d'État en Inde, etc. Ce type d'évaluation à grande échelle que nous observons actuellement dans le contexte du bon fonctionnement de l'administration nous a appris à **prendre tous les détails plus au sérieux**, car il nous a montré que, bien souvent, les différences de réussite n'étaient pas nécessairement dues à l'enthousiasme des équipes, en réalité, mais à la question de savoir si tout avait été correctement mis en place pour la réalisation du projet : Tout a-t-il été correctement mis en place pour que le programme ait un résultat ?

En général, les économistes, et pas seulement ceux qui mènent des expériences, ont davantage voix au chapitre dans les politiques publiques. Ils sont sollicités pour la mise en place d'enchères publiques, pour la création de systèmes d'affectation des étudiants dans les écoles supérieures ou les universités. Alors si nous voulons être utiles dans notre profession quand il s'agit de ce type de problèmes, nous devons être prêts à regarder de près ces détails, qui sont en fait cruciaux, mais souvent négligés.

Et les économistes ont tendance à les négliger, presque par déformation professionnelle, nous sommes habitués à négliger les détails, car nous apprenons à créer des modèles qui suppriment les détails et se concentrent uniquement sur le raisonnement, ce qui nous amène à prendre l'habitude de négliger les détails. Et ils sont souvent négligés par les décideurs politiques qui, finalement, sont aussi qui succombent souvent à la **tentation de vouloir changer les gens en utilisant des modèles qu'ils créent eux-mêmes**, comme l'a stipulé James Scott dans Seeing Like a State.

Donc, ce qu'il faut faire, ce que je n'avais pas réalisé il y a quelques années, et que j'ai fini par découvrir avec le temps, c'est qu'aborder les décideurs politiques à tous les niveaux, qu'il s'agisse d'un bureaucrate, d'un maire ou d'un ministre, avec une attitude très ouverte, et **détailler chacune des composantes d'un programme ou d'une politique est à lui seul très utile, quels que soient les résultats d'une évaluation annuelle.**

Il faut donc adopter l'attitude d'un plombier. **On ne peut donc pas connaître les paramètres du problème à l'avance et on ne peut que faire de son mieux en ajustant les choses en cours de route.**

Rien à voir avec un scientifique qui connaît les limites d'un problème, ou un ingénieur qui maîtrise son environnement, du moins en laboratoire. Un plombier-économiste ou un plombier-décideur part d'un modèle ou d'une intuition mais peut garder l'esprit ouvert pour essayer autre chose si son intuition ne fonctionne pas.

Puisque nous parlons de plomberie, j'ai bien sûr choisi un exemple de plomberie. Ce programme était mené avec Véolia, au Maroc. Le gouvernement marocain voulait fournir de l'eau courante à tous les citoyens, même les plus pauvres. Il a donc créé des branchements sociaux subventionnés et a demandé à tous les acteurs concernés à toutes les entreprises qui voulaient obtenir une concession pour utiliser les réseaux d'égouts et d'eau potable d'une grande ville de prévoir également ces branchements subventionnés. A Tanger, tous les travaux de plomberie ont été réalisés par Véolia. Il s'agissait de creuser des tranchées, de placer des tuyaux, etc. La plomberie financière n'est pas en reste, puisqu'un système de prêt est mis en place pour chaque bénéficiaire. Tout était en place, la maison était en quelque sorte construite, les tuyaux étaient installés mais il y avait très peu de demandes. Lorsque nous avons rencontré Véolia, leur principale question était : "Pourquoi ? "Pourquoi la demande est-elle si faible ?" En visitant les foyers, nous avons fini par comprendre que de nombreuses personnes avaient tout simplement été effrayées par la complexité de la procédure. Ils devaient se rendre plusieurs fois en personne à leur mairie, avec tous leurs documents en règle, pour prouver qu'ils étaient bien propriétaires ou locataires d'un foyer pouvant bénéficier d'un branchement social. Ce que nous avons proposé à Véolia et au gouvernement, c'est de prendre en charge la dernière étape, en allant voir les bénéficiaires potentiels en personne, pour leur demander s'ils étaient intéressés, et si oui, en prenant des photos des documents en question, qui auraient été copiés une fois qu'ils se seraient rendus dans leur mairie. Tout le monde

étant d'accord, nous avons commencé l'expérience. Nous avons utilisé une approche randomisée. Dans les ménages de contrôle la demande est restée à 10 %, mais elle est passée à 70 % dans les ménages où nous sommes intervenus. Après avoir mené l'expérience pendant environ six mois, nous avons pu constater l'impact de l'arrivée soudaine de l'eau courante à la maison, et les habitants de certains ménages étaient absolument ravis d'avoir de l'eau. Il y avait beaucoup moins de tensions quotidiennes, une amélioration de la santé mentale, etc... de sorte que nous avons pu retourner dans les ménages de contrôle et étendre cette procédure simple à tous les échantillons.

Cela montre que, même si tout était en place pour un projet qui aurait été très bénéfique, **un seul petit détail, qui avait été négligé**, a permis de réduire considérablement la demande en eau. Depuis 2009, ce type d'expérience s'est généralisé. Nous sommes passés de petites expériences très contrôlées à des expériences massives, en collaboration avec les gouvernements, sur des sujets aussi variés que les flux financiers, l'organisation des audits environnementaux, les technologies de l'information, le respect des droits des utilisateurs, etc.

Lorsque toute la plomberie est en place, le bénéfice est aussi là. Ces projets sont toujours menés avec des critères très contrôlés, en collaboration avec une administration qui veut que cela réussisse, car leur désir est d'apprendre à mieux mettre en œuvre ce qu'ils avaient de toute façon l'intention de faire auparavant, de sorte que l'élargissement du champ d'application du projet se fait beaucoup plus rapidement. Il n'est pas nécessaire de convaincre qui que ce soit, puisqu'ils sont déjà convaincus.

Quel a été l'impact de ces expériences, au-delà de la politique économique elle-même ? Les expériences d'économie empirique se sont multipliées. La base de données de l'American Economic Association contient aujourd'hui 7 000 expériences dans 163 pays. Le domaine a évolué et, comme je l'ai dit, il y a davantage d'expériences à grande échelle, principalement avec les gouvernements, parfois sans...

Pour vous donner un exemple, j'ai participé à des expériences pendant la crise COVID concernant des informations qui concernaient directement plusieurs dizaines de millions de personnes. A l'autre extrême, il y a des types d'expériences très contrôlées, dans lesquelles les détails sont très cruciaux, afin de relier des expériences de terrain à un test théorique. Il y a donc les avantages des expériences en laboratoire, ainsi que ceux des expériences sur le terrain. Cette influence va également au-delà de l'expérimentation empirique.

Le fait que l'expérimentation existe en tant qu'objectif réellement réalisable, et pas seulement en tant que rêve, a en quelque sorte forcé le reste de l'économie à accorder plus d'attention à la question de l'identification, et à ce que cela signifie d'avancer des arguments causaux au lieu d'arguments corrélés. Même en macroéconomie moderne, des expériences sont menées, par exemple, sur la façon dont les gens réagissent à la nouvelle de l'inflation, sur la façon dont les gens comprennent comment les prix se forment, etc. Pour revenir au tableau de Seurat, ce n'est pas qu'une seule expérience, mais une accumulation d'expériences, qui finissent par oblitérer quelques intuitions fondamentales sur lesquelles reposent nombre de nos modèles et de nos institutions.

Un exemple de cela serait l'effet du revenu, une idée plutôt fondamentale en économie : si vous êtes suffisamment riche, vous n'avez pas besoin de travailler autant, donc si les prestations sociales sont également suffisamment généreuses, les gens travaillent moins. Mais, d'un point de vue empirique, nous n'obtenons tout simplement pas ce résultat. En fin de compte, l'accumulation d'expériences finit par se refléter dans la politique économique, dans une certaine mesure, ainsi que dans la modélisation. Il semble qu'il y ait encore beaucoup de travail à faire, comme sur ce sujet en particulier. Une étude de l'université de Yale a montré que les personnes ayant bénéficié de prestations d'une aide financière pendant le COVID, continuaient à travailler si elles trouvaient un emploi. Le Wall Street Journal a titré son article "Les économistes contre le bon sens". Par "bon sens", ils entendent "si vous payez les gens pour qu'ils ne travaillent pas, ils seront moins nombreux à travailler". "Sauf à Yale, semble-t-il. Il y a donc encore des progrès à faire.

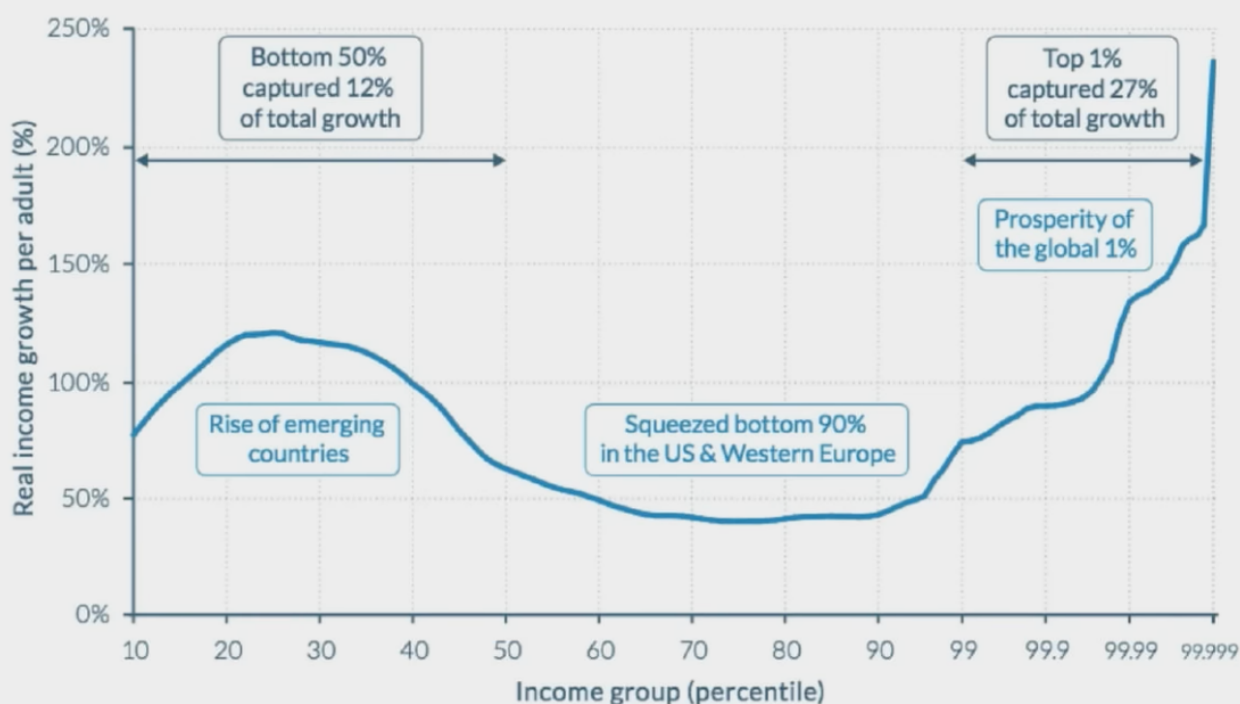
AVEZ-VOUS PASSÉ LES 15 DERNIÈRES ANNÉES À VIVRE SOUS UN ROCHER ?

Certains d'entre vous se demandent peut-être si je n'ai pas passé les 15 dernières années à vivre sous un rocher, avec mon enthousiasme béat face à la façon dont les choses se passent. Au cours des deux dernières années, nous avons eu le COVID-19, mais au cours des 15 dernières années, nous avons assisté à une augmentation des inégalités, à l'effondrement de la démocratie, à l'apparition de robots qui commencent à nous remplacer, ainsi qu'au changement climatique, bien sûr. Je n'ai pas vécu sous une pierre au cours des 15 dernières années, puisque le titre de notre livre en 2020 portait sur ces "temps difficiles" que nous vivons. Cela dit, ces "temps difficiles" ne le sont que pour les riches. Ces temps difficiles c'est ce que vous pouvez voir ici :

Des problèmes de riches

Figure 2.1.4

Total income growth by percentile across all world regions, 1980–2016



Source: WID.world (2017). See [wir2018.wid.world](#) for more details.

On the horizontal axis, the world population is divided into a hundred groups of equal population size and sorted in ascending order from left to right, according to

Dans ce graphique de la "courbe de l'éléphant", qui a été copié par Thomas Piketty et son groupe, qui nous montre que depuis 1980, les 1 % les plus riches de la population ont capté 27 % de la croissance globale au détriment des 90 % de la population des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest.

Mais les 50 % restants des plus pauvres ont capté 12 % de la croissance mondiale, de sorte que les plus pauvres du monde ont vu leur niveau de vie s'améliorer.

Nous pouvons donc opposer mon enthousiasme aux raisons de désespérer présentées dans ce graphique.

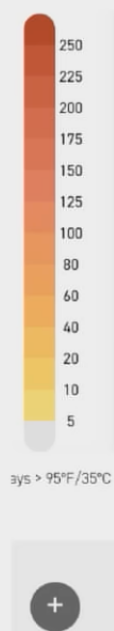
Cela dit, il reste un problème qui ne concerne pas uniquement les riches et qui lie les pays riches aux pays pauvres : le changement climatique.

Le changement climatique pourrait très rapidement, dans les dix ou vingt prochaines années, tout changer et nous faire régresser et perdre une grande partie des progrès dont j'ai parlé ce soir. Et ce, pour deux raisons et en particulier dans les pays pauvres, bien sûr.

Les pays pauvres ont la malchance d'être situés dans des endroits où il fait déjà chaud.

Le dérèglement climatique peut tout changer

Le nombre de jours très chauds augmentera beaucoup plus dans les pays pauvres



Or, l'effet de la chaleur n'est pas linéaire. Le corps ne supporte pas la chaleur au-delà de... plus ou moins 35 degrés C. Il en va de même pour les cultures. Au-delà de 35 degrés C, il se produit quelque chose qui est évidemment bien pire qu'à 20 degrés C. C'est pourquoi nous entendons parler du réchauffement de la planète, de deux à trois degrés supplémentaires. Mais deux ou trois degrés, ce n'est pas du tout la même chose en Suède, où une journée d'été avoisine les 25 degrés C, qu'en Inde, où il y a déjà de nombreuses journées chaudes dans l'année.

Cette carte indique le nombre de jours d'ici à 2100 où les températures dépasseront 35 degrés C. Un rouge plus foncé signifie que le nombre de jours est plus élevé. Comme vous pouvez le voir, le Sahel, bien sûr, le nord de l'Inde, tout le Pakistan, etc. seront des endroits où les températures deviendront de plus en plus chaudes. Compte tenu des modèles de réchauffement climatique dont nous disposons, les régions qui sont déjà très chaudes aujourd'hui, dont beaucoup sont très pauvres, seront plus durement touchées.

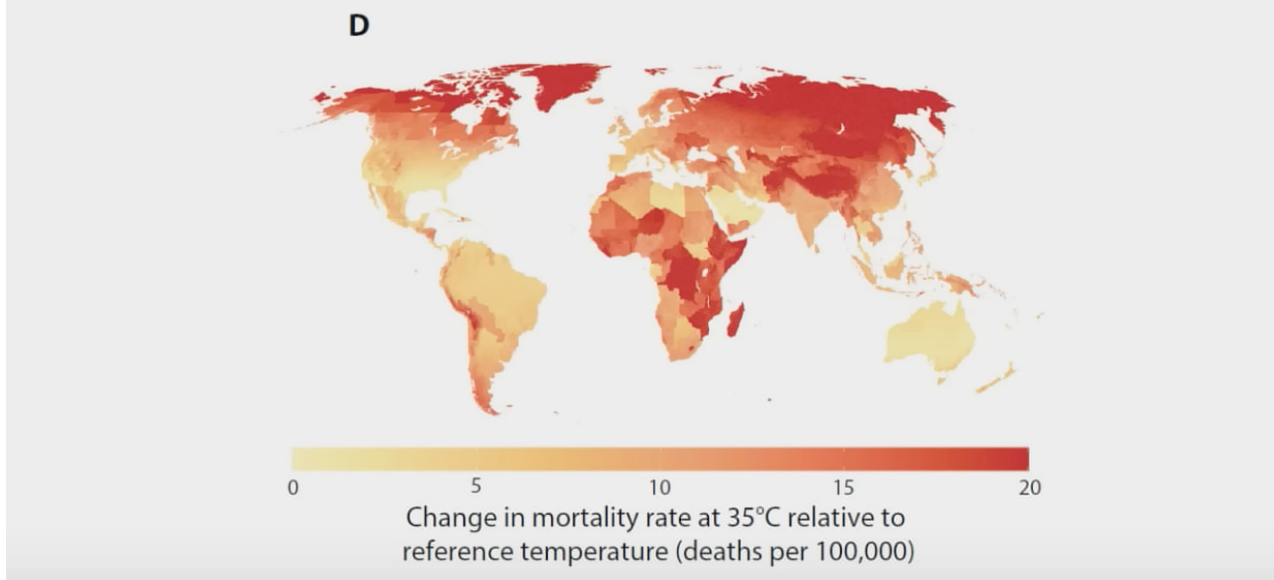
Deuxième problème : l'impact de la même augmentation des températures, l'impact de la même température, est plus mortel et plus grave dans un pays pauvre, car les pays pauvres ont moins de moyens de se protéger.

Sur cette carte, on voit le Pakistan et l'Arabie saoudite. Les deux pays devraient avoir à peu près les mêmes températures. Mais le Pakistan est beaucoup plus pauvre que l'Arabie saoudite, les gens travaillent moins à l'extérieur et il y a l'air conditionné, donc le taux de mortalité que nous pouvons prédire pour l'avenir en regardant ce qui s'est passé dans le passé devrait être beaucoup plus élevé, donc la mortalité augmentera plus rapidement au Pakistan qu'en Arabie Saoudite, bien que l'augmentation des températures soit la même.

En général, l'impact sur les taux de mortalité des journées chaudes. Cela montre l'impact que les températures

ont eu sur les taux de mortalité. Il est plus élevé dans les pays froids, car ils ne sont pas habitués à la chaleur, et dans les pays pauvres, car ils ont moins de moyens de se protéger, car ils travaillent à l'extérieur, il n'y a pas d'air conditionné, etc.

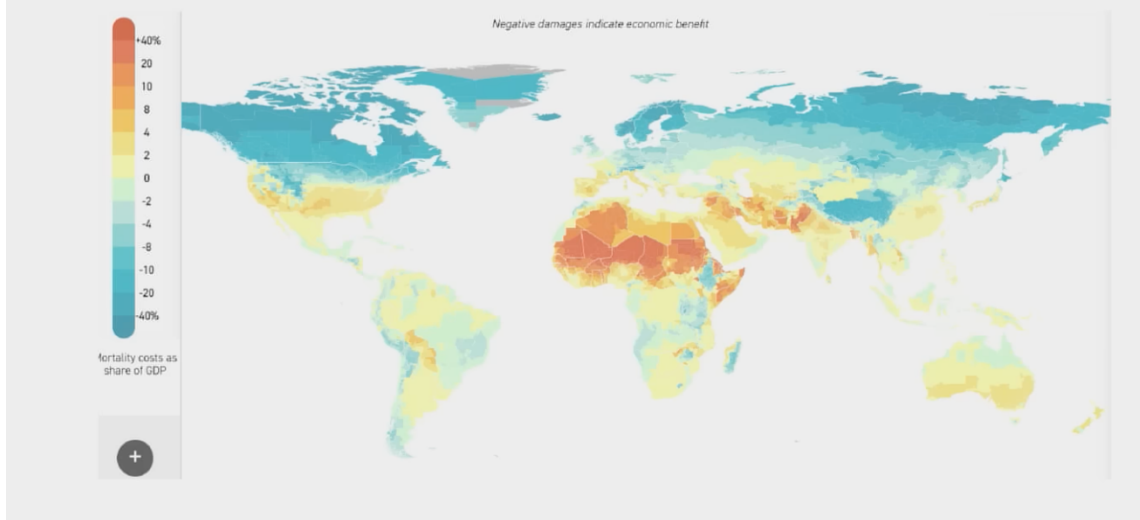
Impact d'un jour de plus à 35°C, par région (extrapolé)



Donc, quand on combine ces deux éléments, le fait qu'il fera plus chaud dans les pays pauvres et que les pays pauvres souffrent plus des mêmes hausses de températures, on obtient un résultat qui montre que la hausse de la mortalité à cause du climat, car plus de 35 degrés C sera le plus courant en Afrique. Ainsi, lorsque vous tenez compte des deux éléments ensemble, les taux de mortalité dus au climat seront beaucoup plus élevés dans les pays les plus pauvres, et en Afrique en particulier, que n'importe où ailleurs. Si en Suède, le réchauffement climatique sauvera des vies, il fera moins froid en hiver et moins de gens mourront du froid, mais en Afrique, ce ne sera manifestement pas le cas.

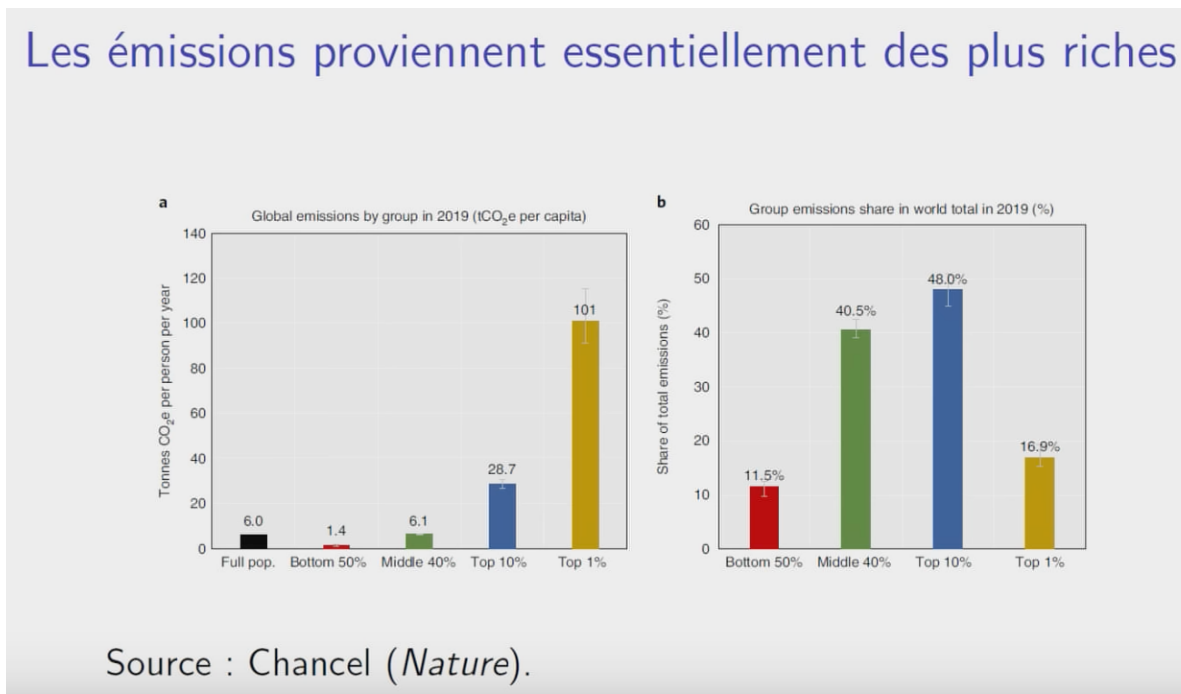
D'ici 2100, 73 millions de gens pourraient mourir chaque année du fait du réchauffement climatique

La plupart en Afrique et en Asie du Sud



Cette étude réalisée par Michael Greenstone et d'autres chercheurs de Chicago a conclu que d'ici 2100, 73 millions de personnes par an pourraient mourir des effets du réchauffement climatique. C'est beaucoup plus que les morts du sida et de la tuberculose réunis. C'est le premier problème auquel nous sommes confrontés.

Le second problème est que la raison pour laquelle les effets seront plus marqués dans les pays pauvres est principalement due aux pays riches, puisque les citoyens les plus riches du monde consomment plus et produisent plus d'émissions.



Ce travail a été effectué par Lucas Chancel qui montre très succinctement comment les 10 % des citoyens les plus riches du monde émettent, ou sont responsables, d'environ 48 % de toutes les émissions mondiales par leurs habitudes de consommation et comment les 50 % des plus pauvres sont responsables de 10 % des émissions.

C'est ce qu'on appelle la règle des 10-50, qui fonctionne dans les deux sens. Étant donné que les citoyens les plus riches du monde sont responsables de plus d'émissions par leurs comportements, nous parlons également des personnes qui vivent dans ces pays riches. En Amérique du Nord, par exemple, une personne consomme l'équivalent de 20 tonnes de CO₂ par an, alors qu'une personne en Afrique en consomme 1,6 tonne. Les pays riches sont donc à l'origine d'un problème très grave qui touche les pays pauvres. Il s'agit d'un problème sans précédent, dans le sens où tous les problèmes auxquels nous étions confrontés auparavant, comme la mortalité infantile, pouvaient être résolus par des actions dans les pays pauvres, mais la crise climatique ne peut pas être résolue en Afrique, puisque les habitants de ce continent ne sont pas à l'origine des émissions.

Il s'agit d'une question politique très épineuse, puisque le monde occidental a fait une telle démonstration, lors de la crise du COVID-19, du peu de solidarité qui existe en matière d'aide financière et de vaccins, et que, sous la pression, nous ne faisons preuve d'aucune solidarité d'aucun pas en avant vers la solidarité avec les pays pauvres.

Les pays pauvres se retrouvent donc dans une situation impossible, puisque le problème est et sera le leur, mais qu'ils ne l'ont pas créé. Et le paradoxe, c'est que s'enrichir le plus vite possible est désormais la meilleure stratégie d'adaptation, puisque vous savez que personne ne viendra vous aider, alors pourquoi ne pas vous enrichir aussi ? C'est ce qu'a justifié l'Inde vers la fin de la conférence COP 27, lorsqu'elle a soudainement abandonné, à la toute dernière minute, son plan d'élimination progressive du charbon, en disant : "Eh bien, nous

devons brûler du charbon pour l'instant, alors...". Que faire ? Eh bien, définir des marges d'action pour conclure des accords contraignants. Lors de la COP 28, un fonds initial a été proposé pour les pertes et les dommages, mais il n'y a malheureusement pas de mécanisme spécifique de contribution. Il est donc à craindre que l'on assiste à la même chose que pour l'initiative COVAX, où les 100 milliards d'euros promis à maintes reprises n'ont jamais été versés.

Les États-Unis refusent d'accepter de payer des réparations, car ils estiment que s'ils autorisent une réparation, ils devront alors faire face à une responsabilité pénale infinie. Mais nous n'avons pas vraiment besoin d'envisager cette idée de réparations. Il suffit de regarder aujourd'hui. Ce n'est pas le passé. Il est toujours vrai que les citoyens des pays riches émettent plus, et les plus riches d'entre eux en particulier. On pourrait aussi mettre en place une taxe internationale très progressive sur les très hauts revenus et sur les multinationales, comme l'a proposé Thomas Piketty. Cette idée ne semble pas si farfelue, car la responsabilité en question n'est pas infinie pour les projections. Cela est associé à l'idée d'une taxe carbone, mais pas directement aux émissions, et plus indirectement, puisque les riches émettent plus. Cela est lié à la consommation de carbone.

Ensuite, l'idée d'un fonds a été proposée, contribuant à un fonds destiné uniquement aux pauvres à distribuer sous forme de dons, et non de prêts, pour les dommages, ainsi que pour l'adaptation et l'atténuation dans les pays pauvres. Pour moi, il s'agit d'un besoin essentiel, car rien de tel n'a été fait jusqu'à présent.

L'urgence climatique signifie-t-elle que nous devons abandonner le concept de modération ? Devrions-nous tout oublier à l'exception de l'activisme politique ? Je ne le pense pas. Peut-être à cause de mon tempérament, il y a encore des millions de pauvres dans le monde aujourd'hui, dont la vie est menacée par de nombreux facteurs, et pas seulement par le réchauffement climatique. L'éthique et notre instinct nous poussent à nous préoccuper d'eux, ici et maintenant, et pas seulement en tant que personnes abstraites dans le futur. C'est la première raison. C'est pourquoi je continuerai à me concentrer sur des sujets comme l'éducation, la nutrition et la santé, mais aujourd'hui, même si je sais qu'il est important de penser aussi au climat.

D'ailleurs, la deuxième raison pour laquelle je ne pense pas qu'il faille renoncer à la modération, c'est que l'écosystème climatique ressemble aujourd'hui un peu à celui de l'Europe : L'écosystème climatique ressemble aujourd'hui un peu à la lutte contre la pauvreté il y a 15 ans. Il y a ce désir de solutions gagnant-gagnant, d'une sorte de miracle, qui puisse à la fois nous mettre sur la voie d'une croissance encore meilleure que la précédente mais respectueuse de la planète. C'est possible, mais ce n'est pas acquis.

Il y a aussi cette confiance effrénée dans la technologie et le marché, comme on l'a vu à la COP 27 qui, sur le terrain, sont souvent à l'origine de réveils brutaux. Alors, pour trouver des réponses pour le climat, pour savoir ce qui va vraiment marcher, nous avons tous besoin du même travail patient, évaluatif, très long, que celui qui a été fait dans la lutte contre la pauvreté. Si ce fonds existait aujourd'hui et était alimenté par des contributions, je pense que personne ne saurait comment l'utiliser au mieux aujourd'hui. **Il y a donc bien un besoin, un besoin d'évaluation, d'expérimentation, de plomberie, et il est toujours là.** Nous devons continuer à entretenir nos jardins, choisir un sujet spécifique... même s'il semble modeste, et en quelque sorte dégager la voie autour de nous pour faire de notre mieux.

Il se peut que nous fassions des progrès significatifs, ou non, mais au moins... nous aurons essayé.

Je terminerai par cette image de l'entretien d'un jardin...

Merci beaucoup !

